

L'Europe renonce peu à peu à Schengen

La pression s'accroît sur Angela Merkel, tandis que les États multiplient les contrôles aux frontières

BRUXELLES, VIENNE, BERLIN -
correspondants

Contentez-vous de la fermer!» Par ce cri du cœur lancé lundi 18 janvier, Julia Klöckner, l'une des dirigeantes de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), n'appelle pas à une fermeture des frontières de l'Allemagne.

Elle souhaite simplement qu'à deux mois d'importantes élections régionales en Allemagne les dirigeants chrétiens-démocrates cessent de critiquer chaque jour la politique d'Angela Merkel, dominant des arguments à Alternative pour l'Allemagne (AfD), ce parti d'extrême droite qui pourrait être le grand vainqueur des trois scrutins régionaux du 13 mars. Faut-il que les nerfs soient à vif pour que de tels éclats de voix se fassent entendre à la direction de la CDU.

Il est vrai que, mardi 19 janvier, une cinquantaine de députés conservateurs doivent envoyer une lettre à Angela Merkel, jugeant le pays « dépassé » par l'afflux de réfugiés. Officiellement, celle-ci ne change pas de ligne. Elle recherche des « solutions durables dans un cadre national et européen » pour parvenir à une « réduction sensible » du nombre de réfugiés.

Solution « illusoire »

Pourtant, la pression est énorme, surtout après les attaques de femmes allemandes par des migrants la nuit de la Saint-Sylvestre. Le Parti social-démocrate (SPD) veut désormais une diminution rapide du nombre de réfugiés et un accord avec la Turquie dans les semaines à venir. Vendredi 22 janvier, le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, doit se rendre à Berlin avec une bonne partie de

ses ministres pour les premières consultations bilatérales entre les deux gouvernements.

Nul doute qu'il sera question des 3 milliards d'euros que l'Union européenne doit accorder à la Turquie en échange du maintien des réfugiés syriens dans ce pays. Un accord conclu fin 2015 qui, pour le moment, n'a pas porté ses fruits.

Les derniers chiffres fournis par l'agence Frontex indiquent que 2 000 à 3 000 personnes continuent d'arriver quotidiennement en Grèce, via la Turquie. De son côté, au nom de la solidarité avec les autres pays européens, l'ex-dirigeant de l'Union chrétienne sociale (CSU) bavaroise Edmund Stoiber réclame la fermeture des frontières. Celui-ci ne devrait pas avoir gain de cause, tant M^{me} Merkel a multiplié les déclarations jugeant une telle solution « illusoire ».

Néanmoins, l'Allemagne multiplie à son tour les entorses à la libre circulation prévue par les accords de Schengen. Depuis une dizaine de jours, elle bloque quotidiennement à la frontière autrichienne environ 200 réfugiés qui veulent tenter leur chance en Europe du Nord. Une conséquence de la récente décision de la Suède et du Danemark de contrôler bien davantage leurs frontières. Par ricochet, la situation se tend en Autriche et en Slovénie. Berlin, Vienne et Ljubljana réfléchissent à un renforcement de leur coopération. Dans une lettre adressée aux dirigeants européens le 18 janvier, Miroslav Cerar, le premier ministre slovène, réclame que les Européens aident la Macédoine à contrôler ses frontières avec la Grèce et que des critères communs soient définis pour déterminer

l'éligibilité des réfugiés à entrer dans l'Union européenne.

Lundi, Steffen Seibert, le porte-parole d'Angela Merkel, a insisté sur l'importance des deux prochains conseils européens, en février et en mars, pour régler ces sujets. Mais celui du 18 février devrait être en grande partie consacré aux concessions que les Européens sont prêts à faire à la Grande-Bretagne pour que celle-ci reste dans l'Union européenne. Angela Merkel devrait donc accentuer la pression sur les Européens entre le 18 février et le 13 mars, date à laquelle elle aura besoin d'un résultat tangible à présenter aux électeurs. De son côté, son ministre des finances, Wolfgang Schäuble, propose de créer un impôt européen sur l'essence afin de financer la sécurisation des frontières extérieures de l'Union.

Tous les pays sur la route des Balkans redoutent que l'Allemagne ne se mette à trier bien davantage les migrants et ne renvoie systématiquement

tous ceux qui ne sont pas des Syriens munis de papiers en règle et qui ont accepté de s'enregistrer en Grèce, leur principal pays d'arrivée en Europe, puis ont fait partie d'un programme officiel de relocalisation qui est actuellement un échec. Cette politique ferait porter toute la charge sur les pays de première entrée des migrants : la Grèce et, dans une moindre mesure, l'Italie, pays de transit qui entendent bien le rester.

« Sommet de l'asile »

De son côté, la coalition de gauche et de droite qui dirige l'Autriche, et se cale sur la politique allemande, veut aussi réduire drastiquement le nombre de demandeurs d'asile

en 2016. Le gouvernement va donc tenir un « sommet de l'asile » mercredi 20 janvier. Le chancelier social-démocrate Werner Faymann (SPÖ) se prononce désormais pour un renforcement des contrôles aux frontières et souhaite à son tour, après avoir tenu un discours

très accueillant depuis septembre, réduire le nombre des arrivées.

Mi-septembre 2015, l'Allemagne et l'Autriche avaient demandé à Bruxelles l'autorisation d'effectuer des contrôles aux frontières durant deux mois. En novembre, ils avaient obtenu six mois de plus. Que se passera-t-il en mai? Personne ne croit que ces deux pays reviendront à la situation antérieure. Mais les accords de Schengen ne prévoient pas de délai supplémentaire. Sauf qu'en novembre 2015 le Luxembourg a proposé de permettre la réintroduction de contrôles aux frontières durant deux ans. « *Le temps presse: si, après le mois de mai, l'Allemagne enfonce les règles du code Schengen, celui-ci s'écroulera. Et, si Schengen s'écroule, l'Europe explosera* », commentait lundi un haut responsable de l'Union. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX,
JEAN-PIERRE STROOBANTS,
BLAISE GAUQUELIN
ET FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Les pays sur la route des Balkans redoutent que l'Allemagne ne se mette à trier bien davantage les migrants

Aux frontières, bouchons, ralentissements et tracasseries quotidiennes

PRÈS D'UN TIERS des pays signataires du traité de Schengen ont déjà suspendu son application. Que ce soit en raison du risque d'attentat ou de l'arrivée massive de migrants, sept États (France, Allemagne, Autriche, Slovénie, Danemark, Suède et Norvège) sur vingt-six membres pratiquent actuellement des contrôles aux frontières, contrairement à l'esprit du traité. La possibilité de rétablir temporairement des contrôles est certes prévue par le texte, mais son extension

dans le temps et dans l'espace depuis cet automne pose problème. Et complique déjà en partie la vie des voyageurs.

À l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, les passagers issus de vols européens doivent désormais parfois passer par des contrôles et attendre près d'une heure à la sortie de l'avion. Certains voyageurs en correspondance risquent ainsi de rater leur vol. « *Il arrive qu'il y ait effectivement des temps d'attente rallongés, à*

l'arrivée et au départ, mais le fait que les contrôles concernent des vols ciblés limite les éventuelles perturbations sur l'écoulement du trafic », veut toutefois rassurer Aéroports de Paris. Mais les terminaux n'ont pas toujours été prévus pour ces contrôles, ce qui ajoute à la confusion et à l'énervement des passagers.

Les travailleurs frontaliers pénalisés

Dans la semaine suivant les attentats de Paris, en novembre 2015, de nombreux bouchons se sont formés aux frontières

françaises en raison de contrôles systématiques. La circulation sur les autoroutes, notamment vers la Belgique ou l'Espagne, a été très compliquée. Sur l'A2 entre Mons (Belgique) et Valenciennes (Nord), des camions ont causé des embouteillages au poste-frontière d'Hensies. Le Luxembourg, où travaillent des milliers de Français, a vu son activité économique fortement perturbée au début du rétablissement des contrôles en France. «*Les employés arrivaient avec deux heures de retard et, dans le village frontalier de Steinfort, des camions formaient une file longue de 4 à 5 km*», explique un responsable gouvernemental.

En raison de ces perturbations et de l'impossibilité de contrôler tous les axes, les contrôles sont désormais aléatoires

aux frontières françaises. Depuis, des embouteillages se produisent ponctuellement, comme le 2 janvier quand 21 km de bouchons se sont formés à La Jonquera, en Espagne. En plus de pénaliser les travailleurs frontaliers, ces contrôles retardent le transport de marchandises.

Ailleurs en Europe, les Etats prennent pour l'instant les mêmes précautions. «*Nous ne faisons pas du contrôle systématique, c'est très aléatoire*», assure un responsable gouvernemental danois – le pays a rétabli les contrôles à la frontière avec l'Allemagne le 4 janvier pour limiter l'arrivée de migrants. «*Les observateurs économiques anticipent de sévères effets négatifs des contrôles transfrontaliers sur l'économie danoise*», alerte toutefois le

service économique de l'ambassade de France dans une note publiée le 15 janvier. Le voisin suédois pratique, lui, depuis le 4 janvier, des contrôles systématiques d'identité, auxquels tous les voyageurs doivent se plier, qui allongent le temps de trajet des 8 000 travailleurs frontaliers entre Suède et Danemark.

A la frontière germano-autrichienne, principal point d'entrée des migrants en Allemagne, les contrôles ont été rétablis fin septembre 2015. Mais la situation ne semble plus provoquer de grogne majeure, même si elle reste problématique, notamment pour la ville de Salzbourg, dont l'agglomération est collée à la frontière et dont une partie du bassin d'activité naturel se trouve en Allemagne. ■

SERVICE EUROPE